



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

**DREAL-UD69-CM
DDPP-SPE-AB**

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2022- 61
portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates
prises à titre conservatoire à la société NOBLITEX à COURS

Le Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles L.541-2, L. 541-3 ;

VU l'article L. 121-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

VU les récépissés de déclaration n°12104 du 20 mars 1972 et 18240 du 21 janvier 1998
délivrés à la société Noblitéx pour l'exploitation d'installations classées sur le site de Cours la
Ville ;

VU la déclaration de cessation d'activité de la société Noblitéx du 16 janvier 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2009 imposant des prescriptions complémentaires dans le
cadre de la remise en état du site ;

VU le jugement de liquidation judiciaire du 12 février 2020 désignant la SELARL MJ synergie
comme liquidateur judiciaire de la société Noblitéx ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 novembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 16 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT la découverte d'une pollution le 15/03/2022 dans le cours d'eau Biot au niveau
de la commune de Cours ;

CONSIDÉRANT que cette pollution est liée à un transformateur situé sur l'ancien site industriel
exploité par la société Noblitéx à Cours ;

CONSIDÉRANT que la SELARL MJ Synergie a été désignée par le jugement du tribunal du 12
février 2020 comme liquidateur judiciaire de la société Noblitéx ;

CONSIDÉRANT qu'à ce stade, le produit provenant du transformateur n'est pas totalement caractérisé (présence de PCB ou non) ;

CONSIDÉRANT qu'une partie du liquide contenu dans le transformateur est encore maintenu confiné dans le plateau du camion venu charger ce dernier et que ce produit est susceptible de polluer le Biot ;

CONSIDÉRANT, suite à la visite de l'inspection des installations classées du 15 mars 2022, il convient de mettre en place des mesures d'urgence d'une part pour gérer la pollution du site et d'autre part pour sécuriser le site en raison des dangers liés à la présence de déchets sur site (produit provenant du transformateur éventré susceptible de polluer le Biot) ;

CONSIDÉRANT que des installations classées pour la protection de l'environnement ont été exploitées sur ce site, qu'à ce titre le préfet du Rhône est l'autorité chargée du pouvoir de police mentionnée à l'article L. 541-3 et L.556-3,

CONSIDÉRANT l'urgence de sécuriser le site et d'évacuer les déchets présents.

SUR la proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1

La société SELARL MJ Synergie, liquidateur de la société Noblitex qui exploitait route de Cergne à Cours des activités de teinturerie, est tenue de réaliser les actions suivantes avant le 18 mars 2022 pour son site de Cours :

- sécurisation du site (portail d'entrée, clôture, fermeture des portes d'accès...) et notamment du transformateur (pas de mouvement du camion) pour éviter toute nouvelle pollution du Biot ;
- réaliser une analyse du produit ayant conduit à la pollution notamment pour identifier si celui-ci contient des PCB ;
- prendre toutes les mesures pour limiter la pollution du cours d'eau (du type : excavation des terres polluées pouvant encore alimenter le cours d'eau, sécuriser le camion pour éviter toute fuite, pomper et curer les réseaux, boucher les réseaux...) ;
- éliminer les déchets issus du transformateur encore présents sur site dans des filières autorisées à traiter ce type de déchets ;
- éliminer les déchets générés dans le cadre de cette pollution (boudins souillés utilisés pour les barrages, bottes de paille souillées, consommables souillés...) dans des filières autorisées à traiter ce type de déchets.

Un compte rendu de la réalisation effective de ces actions devra être fait à l'inspection des installations classées.

Article 2 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.541-3 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 4

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de COURS,
- à la société SELARL MJ Synergie.

Lyon, le

16 MARS 2022

Le Préfet,

Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint

Julien PERROUDON